

La Grande Relève

FONDÉ EN 1935

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DE PARTAGE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

N° 1143 - juin 2013 **SOMMAIRE :**

• ACTUALITÉ

page 2 *Au fil des jours*



JEAN-PIERRE MON s'interroge sur la réaction de Hollande aux injonctions de la

Commission Européenne et dénonce la repolitisation de l'Église mise à profit par l'extrême-droite.

page 3 *L'enjeu des monnaies parallèles*

MARIE-LOUISE DUBOIN observe la diversité des formes et des objectifs des monnaies

communautaires pour voir quels besoins elles expriment.



• RÉFLEXION

page 8 *Mondragon et la crise*

JEAN-PIERRE MON a cherché à savoir comment en Espagne, qui est particulièrement

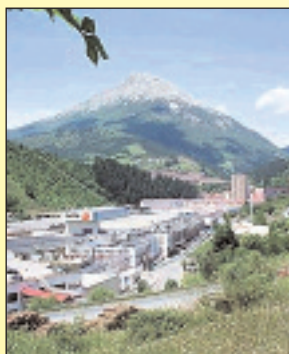
touchée par le chômage et la récession, la plus grande coopérative du monde a réagi à la crise.

page 10 *Retour en Grèce*

BERNARD BLAVETTE fait part de ses impressions à l'issue d'un séjour, qui lui a permis

de voir que sous des efforts pour cacher aux touristes les effets de l'austérité, la Grèce pose le

problème de l'absence d'une véritable solidarité à la base de l'Union Européenne.



• TRIBUNE DES LECTEURS

page 13 *États d'âme d'un citoyen de base*

Le changement, c'est pô maintenant ! et SERGE BAGU le déplore.



PRIX en FRANCE 2,20 €

ISSN : 2117-5047

commission paritaire N°0413 I 83051



AH, SI C'ÉTAIT VRAI !

«La Commission européenne n'a pas à dicter ce que nous devons faire» a déclaré François Hollande lors de sa visite en Aveyron le 29 mai. Il répondait ainsi à la sommation faite par la Commission de Bruxelles de procéder dès cette année à une nouvelle réforme des retraites en suivant les modalités qu'elle prescrivait.

Les retraites ne constituent d'ailleurs qu'un sujet de la liste des "recommandations"¹ adressées à la France. Ainsi la Commission critique-t-elle, entre autres "anomalies" françaises, la trop grande segmentation du marché du travail, le chômage massif des jeunes, (comme si ce n'était qu'un problème français²), le faible niveau d'activité des travailleurs âgés... Et comble de suffisance, elle insiste pour que soit lancée en «urgence» une réforme de l'assurance chômage pour rendre plus «attractif» le retour au travail (vers des salaires plus faibles sans nul doute!). Enfin, cerise sur le gâteau, elle recommande de réduire le coût du travail en abaissant les contributions sociales des employeurs et met en cause le trop haut niveau du SMIC français et les trop nombreux taux réduits de TVA. Toutes ces injonctions ont l'air d'avoir vraiment fâché Hollande : «Nous, nous avons à respecter les engagements européens par rapport à la réduction des déficits. En ce qui concerne les réformes structurelles, c'est à nous, et à nous seuls, de dire quel sera le bon chemin pour atteindre l'objectif». Acceptons en l'augure tout en n'oubliant pas qu'une conférence sociale doit se tenir les 20 et 21 juin avec les partenaires sociaux afin d'établir un projet de loi qui devrait être débattu en septembre. C'est alors que nous verrons si Hollande a tenu !

VERS UN PRÉFASCISME ?

C'est le titre de la chronique de J.C. Guillebaud publiée dans le *Nouvel Observateur* paru le 30 mai, où il explique que les risques de préfascisme «s'accumulent dans une Europe meurtrie par la crise, précarisée par le chômage, déçue par les partis politiques traditionnels et tentée par les discours musclés [...] Les vrais perdants seront non pas seulement les gauches du continent mais les tenants du progressisme européen en général. Un progressisme social déjà si moribond qu'on peut appliquer à notre Parti socialiste recentré la cruelle formule d'André Siegfried: **une droite moderne n'est souvent qu'une ancienne gauche**». Guillebaud croit le risque préfasciste bien réel et rappelle que l'essayiste néerlandais Rob Riemen exhortait les Européens à tout tenter pour éviter que l'histoire ne se répète³ en dénonçant une société ...

où la politique n'est plus un espace public réservé aux débats sérieux mais «une sorte de kermesse dans laquelle les hommes politiques affichent une image et des slogans dans le seul but de s'emparer du pouvoir et de le garder. [...] Comment résister aux tentations fascistes quand gouvernements et sophistes abandonnent leurs peuples à leur désarroi tout en leur répétant que l'humanisme est ringard et que l'idée de valeurs universelles appartient au passé ?».

LA REPOLITISATION DE L'ÉGLISE

• En France, les manifestations contre la loi Taubira ont mis en évidence le réinvestissement par l'Église de la sphère politique qu'elle semblait avoir abandonnée depuis la fin des années 1970 pour un retour au spirituel. Le réengagement actuel s'est fait autour des questions de biopolitique⁴.

Alors que depuis les années 1960, les évêques avaient, semble-t-il, pris l'habitude d'être relativement discrets sur les questions politiques, ils se sont fermement affichés dans le combat contre le mariage gai et les prêtres "de base" se sont mis à parler politique dans leurs homélies, ce qu'ils ne faisaient plus. Ce regain d'activisme a fait sortir de l'ombre dans laquelle ils se terraient les militants d'associations d'extrême droite tels que Alliance Vita ou Civitas... Mais même si les manifestations ont rassemblé beaucoup de monde, l'Église n'en a pas tiré le bénéfice escompté car de nombreux fidèles ont été choqués par «l'hystérisation des débats» et ont cessé d'aller à la messe.

• En Espagne⁵, c'est le gouvernement de droite de Mariano Rajoy qui vole au secours de l'Église catholique en grande difficulté après son fructueux concubinage avec la dictature franquiste. Car, avec le retour de la démocratie, ses couvents et ses églises se sont vidés faute de candidats et de fidèles tandis qu'un nombre grandissant de citoyens optent pour le mariage civil et que dans les écoles les cours de religion sont désertés. Et voici que le gouvernement espagnol décide de faire de l'enseignement de la religion catholique une matière obligatoire comptant pour les examens de fin d'études. Comme s'il y avait des citoyens de première et de seconde division, cette seconde division étant constituée par les athées, ceux qui pratiquent une autre religion ou ceux qui, bien qu'étant catholiques, pensent que l'école publique a le devoir d'être laïque. Si l'inclusion de la religion dans les cursus scolaires est une défaite pour une partie des citoyens, c'est une déroute pour l'Église qui croit pouvoir récupérer tout ce qu'elle a perdu, uniquement grâce à une intervention gouvernementale.

Jean-Pierre MON

1

Le Monde,
31/05/2013.

2

Voir GR 1140,
mars 2013.

3

Rob Riemen,
*L'éternel retour
du fascisme*,
éd. NIL, 2011.

4

Enjeux qui
relevaient
autrefois de
l'intimité des
corps et des
personnes ou
de la santé,...

5

Ce qui suit est un
résumé d'un article
d'Elvira Lindo
paru dans
El País
le 22/5/2013.

Pourquoi y a-t-il tant d'expériences de "monnaies parallèles"? N'est-ce pas pour les populations une façon de réagir contre une organisation économique qui ne leur convient pas ?

Alors que les grands médias n'en parlent pas, l'université populaire d'Attac 78 (Yvelines) a demandé à MARIE-LOUISE DUBOIN d'intervenir à leur sujet, le 16 mai dernier.

Nous résumons cette intervention pour que nos lecteurs puissent réfléchir au sens de ces initiatives très diverses :

L'enjeu des monnaies parallèles

par Marie-Louise DUBOIN

Prévoyons trois parties dans cette réflexion : d'abord chercher à comprendre en quoi, par quels mécanismes, la monnaie officielle ne correspond pas aux besoins des populations ; puis voir ce que les monnaies parallèles apportent de mieux, ou de plus, aux communautés qui les organisent ; en fin chercher comment pourrait être une monnaie alternative créée pour répondre aux besoins de tous, à commencer ceux qui sont les plus vitaux.

Mais pour éviter toute confusion, il faut d'abord rappeler que les économistes n'étant pas d'accord sur la définition de ce qu'est une monnaie, ils la définissent par ses **fonctions**, dont deux sont incontestées : c'est une unité de compte et un moyen de paiement; la troisième, le fait qu'elle peut être une réserve de "valeur", est sujette à controverse ; et il en existe une quatrième, qui est souvent passée sous silence alors qu'elle est fort lourde de conséquences si elle est possible : c'est un moyen de "produire" des intérêts, c'est-à-dire qu'en la prêtant, on l'augmente.

Il ne faut pas confondre ces différentes fonctions avec les diverses **formes** qu'ont prises les monnaies au fil du temps. Depuis l'origine et pendant des millénaires, la monnaie était une marchandise, un **objet matériel ayant une valeur intrinsèque**, d'abord des vivres (huile, blé, bétail), puis du métal précieux (or, argent) en quantité bien définie (dont le bon aloi était attesté par le souverain en vertu de son droit régalien). Seule cette première forme permet un **véritable échange** : une marchandise contre une autre (le troc différé). Une telle monnaie marchandise n'existe plus depuis environ un siècle ; nos pièces en sont le souvenir, mais elles ne sont plus faites de métal précieux. Les autres formes servent à effectuer un acte double : achat et vente, ce n'est pas à proprement parler un échange parce que les deux parties ne jouent pas les mêmes rôles : le vendeur offre une marchandise réelle (objet ou service), tandis que l'acheteur offre une promesse "à valoir", plus tard, peut-être, ailleurs... La première des monnaies parallèles a été, à son origine, le **billet de banque** : c'était le reçu remis par un orfèvre, ou banquier, à quiconque lui confiait des pièces de métal précieux, il s'engageait ainsi (contre paiement d'un "droit de garde", le terme en est resté,

pas l'usage) à les protéger et à les remettre à quiconque le lui demanderait en lui présentant ce reçu. Mais le maniement des reçus étant apparu bien plus facile que celui des pièces, ce sont eux qui ont servi de monnaie... ce qui a permis aux banquiers de fabriquer beaucoup plus de reçus qu'ils n'avaient de pièces en réserve. À l'origine de la Banque Centrale est un groupe de ces banquiers qui, pour éviter que leurs clients ne s'aperçoivent de cette tromperie si elle était trop répandue, obtint du souverain (moyennant finances) le privilège d'avoir l'exclusivité de la fabrication de ces reçus bidons. C'est ainsi qu'aujourd'hui pièces et billets constituent la monnaie **fiduciaire**... Or ces liquidités, qui servent à effectuer quelques menus achats honnêtes (argent de poche), sont surtout utilisés pour des transferts illégaux parce que leur anonymat le permet.

La troisième forme de monnaie, de loin la plus employée (environ 90% des paiements), est la **monnaie bancaire**, scripturale ou informatique, qui est créée, gérée et annulée par les banques commerciales, au moyen d'inscriptions dans leurs comptes. Puisqu'elle est immatérielle, cette monnaie ne peut qu'être "transférée" : une somme donnée est soustraite de l'avoir d'un compte bancaire et ajoutée à l'avoir d'un autre quand le titulaire du premier compte, "l'émetteur", en donne l'ordre à l'aide d'un chèque ou d'une carte à puce.

POURQUOI INVENTE-T-ON DE NOUVELLES MONNAIES ?

Apparemment, si de plus en plus de populations, partout dans le monde, inventent des monnaies "parallèles" à la monnaie officielle, c'est que cette monnaie bancaire ne leur convient pas. Cherchons pourquoi, en observant la façon dont elle fonctionne. Depuis sa création jusqu'à son annulation, cette monnaie reste confinée à l'intérieur du réseau informatique réservé aux banques commerciales. Or l'accès de ce réseau privé est *interdit à tout contrôle extérieur*.

Le souhait que la gestion de la monnaie soit soumise à des règles, et ouverte à un contrôle public pourrait donc être une réaction contre ce secret bancaire qui

● ● ● permet tous les abus : marchés de gré à gré, hors bilan et autres "swaps", shadow banking où le trafic a été estimé, en 2011, à plus de 52.000 milliards d'euros par le Conseil de Stabilité Financière... fondé par le G20. Cette gestion sans transparence de la monnaie par des entreprises à but lucratif, offre bien d'autres raisons de la rejeter :

D'abord au niveau de *sa création*. La monnaie officielle constituant un engagement mutuel entre les citoyens (du seul fait que cette citoyenneté les oblige à l'accepter en paiement), il paraît légitime, dans un pays démocratique, que la monnaie soit créée pour financer de grands projets d'intérêt général (écoles, hôpitaux, communications, etc). Pas du tout. Notre monnaie officielle est (à 90 %) créée par une inscription, par une banque commerciale, sur le compte d'un de ses clients. Et la décision de cette ouverture d'un crédit n'est prise par la banque qu'en considération d'un seul et unique critère : juge-t-elle que son client pourra rembourser et lui payer, en plus, des intérêts pour ses actionnaires ?

La gestion de notre monnaie légale, par des institutions privées est également contestable parce qu'elle permet aux banques d'exercer un véritable chantage sur les gouvernements : en effet, si elles étaient mises en faillite, que deviendraient tous les comptes, puisque c'est elles seules qui les tiennent ? Justement, la question s'est posée récemment, et ce chantage a fonctionné à fond : les dirigeants, plutôt que devoir organiser, en urgence, la reprise de cette gestion par l'État, ont préféré obliger les contribuables à payer la note... faramineuse !

Enfin, la quatrième fonction de notre monnaie officielle, celle qui consiste à pouvoir être *placée pour rapporter*, est rejetée dans toutes les expériences de monnaies "sociales". On comprend que c'est à juste titre quand on voit qu'elle mène à un véritable suicide pour notre société. C'est en effet sur ce pouvoir pernicieux que repose le financement des entreprises: il est le fait des investisseurs institutionnels (non seulement les banques, mais aussi les compagnies d'assurance et tous les fonds de placement : fonds de retraite, fonds spéculatifs, etc.). Or les gestionnaires de ces "zinzins", *qui manipulent plus d'argent que l'ensemble de États*, ont pour seul et unique objectif d'augmenter les capitaux qui leur sont confiés. C'est leur métier. Il en résulte d'abord que l'activité économique est systématiquement orientée vers les seuls clients "solvables", on ne produit donc ni pour les 200 millions de chômeurs, ni pour les 400 millions de travailleurs qui n'ont pas de quoi acheter le nécessaire (ces chiffres sont de l'an dernier, ils seront encore plus élevés cette année). Et puis ce sont évidemment les clients qui, en bout de chaîne, paient les intérêts : Margret Kennedy estime à 40% le surplus qui en résulte pour les prix à la consommation... Enfin, le financement des entreprises ne dépend ainsi absolument pas des conditions dans lesquelles elles fonctionnent. C'est même pire puisque moins elles respectent leurs employés et l'environnement, plus elles sont rentables...

On comprend d'autant mieux que l'opinion commence à s'en émouvoir que le vice profond de cette fonction de la monnaie officielle a pour conséquence qu'à la fois cette stupide obligation de croissance, cette orientation de l'économie vers la clientèle la plus fortunée, et cette pompe de la richesse vers les riches, vont forcément en s'amplifiant. Et de plus en plus vite. Pourquoi ? — Mais tout simplement parce que les intérêts se cumulent. Parce que plus un capital financier augmente, plus vite il peut encore augmenter. La progression de la monnaie capitaliste suit la même loi catastrophique que celle de la multiplication des cellules cancéreuses dans un être vivant. C'est ainsi que la fortune des 1.426 milliardaires en dollars a, effectivement, encore augmenté de 800 milliards l'an dernier. Même un spéculateur comme Georges Soros l'a avoué : *«je reconnais qu'il y a quelque chose d'obscène dans le fait qu'on puisse comme moi gagner autant d'argent avec de l'argent»*.

Sans avoir besoin de mettre un nom sur cette loi exponentielle des intérêts composés, le public constate à quelle **démésure** ce cancer a déjà abouti : il n'y a plus désormais qu'environ 2% des transferts financiers qui correspondent à des ventes dans l'économie réelle. C'est dire que 98% des transactions financières sont spéculatives ! Et celles-ci peuvent aller, dès que l'occasion s'en présente, jusqu'à créer des pénuries artificielles de vivres (blé, maïs...), en privant de nourriture des populations entières.

Or sait-on bien comment sont engagées ces transactions ? Si c'était par des être humains raisonnables, on pourrait espérer leur faire prendre conscience des conséquences de leurs engagements financiers... Mais non, 70% d'entre elles aux États-Unis sont déjà effectuées par des robots ! Car si les traders sont si bien payés, c'est parce que ce sont des gens très forts: ils ont magistralement su tirer parti des formidables capacités de la technologie informatique. Ils ont programmé leurs ordinateurs pour enregistrer toutes les transactions boursières, en déduire des probabilités d'évolution et engager, en fonction de ces tendances, les sommes qu'ils ont pour mission de faire "fructifier". Et tout ceci quasi instantanément, 24 heures par jour, dans le monde entier.

Le progrès des sciences aurait pu être transformé en progrès social, tout le monde en aurait profité, mais il a été mis au service de seulement quelques uns ! Heureusement, avec quelques modifications, ces puissants logiciels sont évidemment adaptables à une gestion intelligente de l'économie, mais vers d'autres fins... Ainsi, à l'heure où l'argent est devenu une fin, les ordinateurs sont prêts pour un bien meilleur emploi !

QUESTIONS ESSENTIELLES

Pour comprendre l'essentiel d'une monnaie, il faut donc pouvoir répondre à certaines questions : Qui a le droit de la créer ? Au profit de qui ou de quoi ? Pour remplir quelle(s) fonction(s) ? Qui en a la gestion ? Le contrôle ? Quelle doit être la masse monétaire ? Cette monnaie circule-t-elle anonymement ? Et

enfin, quand il s'agit d'une monnaie nouvelle, dans quel but a-t-elle été inventée ?

QUELS OBJECTIFS

LES NOUVELLES MONNAIES VISENT-ELLES ?

Les *monnaies parallèles* (= monnaies utilisées à côté, en plus, de la monnaie officielle, sinon il s'agit d'une *monnaie alternative*), visent divers objectifs souvent dévoilés par les qualificatifs employés. En allant des plus individualistes aux plus sociaux, ce sont :

- Les monnaies créées par de grandes entreprises *commerciales* sous forme de chèques-cadeaux, de *cartes de fidélité* (connectées à une banque), de miles aériens, dans le but d'attirer des clients et de les fidéliser.

- Les *monnaies complémentaires*, qui ont pour objectif de **réformer** le système capitaliste, en **corrigeant** un de ses défauts (finance solidaire), en aidant les PME (cercles **WIR** : lancé en 1934, le Wirtschaftring est une banque qui organise, moyennant paiement, les échanges entre les entreprises adhérentes, qui sont aujourd'hui 60.000, ce qui représente un chiffre d'affaire annuel de près de 2 milliards de francs suisses), en stimulant l'auto-emploi ou la création de petites entreprises, souvent artisanales (**microcrédit** : prêts de faibles montants pour de faibles durées, accordés à des personnes à qui les autres banques refusent de faire crédit sous prétexte qu'elles n'offrent pas de garantie suffisante, mais en réalité, leurs clients, en majorité des femmes, sont très soucieux de vite et bien rembourser, sans faillir, ces prêts sont donc "rentables" et le microcrédit intéressant : on cite des banques de microcrédit dont les intérêts sont montés jusqu'à 40% par an !).

Nous nous intéresserons surtout :

- aux *monnaies locales* (**LETS**, **SEL**) dont la plupart visent à **relocaliser** l'économie en développant des entreprises en déclin, en exploitant des **ressources inemployées** (humaines en particulier) ou **non reconnues** (travaux domestiques des femmes) : **banques de temps**, Ithaca hours.

- et aux *monnaies sociales* (projets **SOL**, **trueque argentin**, puis **colibri**), qui veulent contribuer à **inventer une société** plus humaine par la **réappropriation démocratique** de la monnaie.

Toutes ces monnaies, et il y en a environ 5.000, sont des *monnaies communautaires* c'est-à-dire qu'elles ne sont destinées qu'à un groupe d'adhérents reconnus comme tels.

QUELQUES CAS TYPIQUES

- Évoquons d'abord une expérience originale : le maire de **Curitiba**, au Brésil, ne sachant pas comment évacuer les ordures des bidonvilles (car les bennes ne peuvent pas y circuler), eut l'idée de donner un ticket de bus à toute personne amenant et triant un sac d'ordures dans les poubelles placées en périphérie. Cette idée a satisfait tout le monde !

- Les expériences à **monnaie fondante** se sont surtout développées dans les pays germaniques. Elles ont pour objectif d'accélérer les échanges du *commer-*

ce local. Pour cela, suivant le principe théorisé par Sylvio Gesell et lancé au début des années 1930 à Wörgel en Autriche, la monnaie est émise par une institution centrale reconnue, et a la forme de billets dont la valeur se déprécie régulièrement : si un billet n'est pas utilisé avant telle date, il faut acheter un timbre et le coller dessus pour qu'il soit valable. En Bavière, citons le billet Chiemgauer, qui couvre 5% du chiffre d'affaire des 800 commerces et entreprises adhérentes.

Les *Local exchange trade systems*, **LETS** ("let's do it"), se sont surtout développés dans les pays anglo-saxons (Canada, Royaume-Uni). À son entrée, chaque adhérent se voit ouvrir un compte à solde nul (sous forme de la remise d'un carnet). La liste des membres (individus, entreprises, organisations) est publiée dans un catalogue qui répertorie les services qu'ils proposent. Vendeurs et acheteurs décident ensemble des prix, les ventes sont payées par chèques. Ainsi, chacun émet sa monnaie (qualifiée pour cette raison de monnaie "ouverte"), lors d'échanges de gré à gré. Les échanges sont co-signés, sur leurs carnets par les échangistes, et les transferts sont consignés soit dans un registre qui joue le rôle d'une banque sans argent, soit par le biais de cartes à puces multimonnaies communautaires. D'après Colin Williams (de Leicester), leur objectif est de lutter contre l'exclusion sociale par réinsertion dans l'emploi sous forme de l'échange social, ils permettent de développer l'auto-emploi, il s'agit ainsi d'une «*auto-assistance économique collective, sur des bases non lucratives et coopératives*». Au Royaume-Uni de tels systèmes sont utilisés pour organiser l'entraide dans un quartier, pour mettre en relation des personnes âgées qui peuvent ainsi se réunir, par exemple pour jouer aux cartes.

Pas très actifs, les LETS concernent 3 à 5% des besoins, forment des communautés de moins de 90 personnes, échangeant environ 70 livres par an (soit 120 euros).

Dans les pays post communistes d'Europe centrale (Tchécoslovaquie, Pologne, Hongrie), des LETS ont été créés depuis 1999, mais ils ne fonctionnent pratiquement plus.

- Il existe des milliers de **SEL** (systèmes d'échanges locaux) dans le monde, jusqu'au Japon, en Thaïlande, en Corée du sud, en Indonésie, etc. Leur motivation est plus politique qu'utilitaire, certains estiment qu'il ne s'agit pas d'un moyen de retrouver de quoi vivre (d'ailleurs peu de chômeurs y adhèrent) mais de (je cite) «*contester la passivité du salariat*».

Une étude montre qu'en France, les femmes y sont nettement majoritaires (remarque d'un sociologue : «*n'ayant le droit de vote que depuis 1944, c'est peut-être pour elles l'occasion de découvrir la citoyenneté*»...).

Selon Laacher, les SEL formulent «*une critique du statut et de la vocation de l'argent comme mode dominant de régulation de l'économie capitaliste*»

Selon Catherine Lenzi (sociologue à l'université Versailles-Saint-Quentin) «*la question centrale que sou-*



- ● ● lèvent les SEL : reconnaître que d'autres temps que l'unique temps salarial créent du lien social et participent au bien commun».

En France, plus de 60.000 groupes, dont 1.500 utilisateurs réguliers et 310 entreprises sont partenaires d'un SEL. Citons le plus récent : l'eusko, créé le 31 janvier dernier (un eusko = un euro) dans le but de «favoriser les circuits courts, valoriser la langue basque et aider les projets locaux», ne peut ni être déposé en banque, ni rapporter.

- Dans les **banques de temps**, une heure de travail vaut autant pour tous. Elles organisent les travaux d'aides aux personnes en les valorisant, par exemple le travail domestique féminin, aidant ainsi les femmes à s'affranchir de leur dépendance financière aux hommes. Elles sont souvent soutenues par les municipalités (en Italie par exemple) qui y voient un moyen de se dégager de certaines de leurs responsabilités.

- L'expérience française **SOL** est un réseau doté de trois instruments :

1- le SOL "coopération" : les porteurs de la carte SOL acquièrent des points lors de leurs achats en euros dans les structures de l'Économie Sociale et Solidaire qui sont adhérentes au réseau.

2- le SOL "engagement", acquis en échange de temps consacré à des activités définies collectivement et répondant à un besoin exprimé, valorisant ainsi un engagement citoyen.

3 - le SOL "affecté" : les collectivités territoriales peuvent distribuer des cartes SOL à des populations ciblées en les créditant de points qui permettent de payer l'accès à des services.

Les enjeux du projet SOL sont : 1- la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale par des moyens de solvabilisation complémentaires de la monnaie officielle; 2- la mise en valeur des activités aujourd'hui non valorisées; 3- le développement de l'économie sociale et solidaire sur les territoires d'expérimentation.

La Macif, Chèque Déjeuner et le Crédit Coopératif ont mis 500.000 euros pour pousser le développement de SOL.

- Arrêtons-nous sur le réseau de troc en Argentine, le **TRUEQUE**. Après la chute de la dictature, en 1983, un espoir de démocratie et de développement économique était né. Mais il a été brisé par l'hyperinflation et les plans d'ajustement structurels imposés par le *currency board*. C'est par réaction contre cette politique qu'est né le trueque argentin.

Lucie Gémonet, de l'université Laval (au Québec), a étudié de près le fonctionnement d'un de ses réseaux en prenant l'exemple de celui de San Javier Solidarios. Elle note d'abord que l'inscription dans le réseau (ou "nodo") ne se fait qu'après une "formation" destinée à transmettre au futur adhérent les valeurs de solidarité et de coopération considérées comme fondamentales par les créateurs. Il est expliqué

au futur membre qu'il y a dans le réseau deux types d'activité auxquelles il va devoir participer : les échanges économiques (activité I), dans les foires hebdomadaires du réseau, où les prix sont librement marchandés entre vendeur et acheteur, et les débats (activité II) des très nombreuses assemblées qui permettent l'organisation démocratique du réseau. Pour qu'il puisse démarrer ses échanges, le nouveau membre se voit offrir 50 credits (le credito est la monnaie du réseau). La masse monétaire du réseau est donc, en credits, égale à 50 fois le nombre de ses adhérents.

La sociologue a observé que trois "catégories" de membres ont émergé :

- A : les défavorisés, peu instruits, intéressés surtout économiquement (activité de type I) ;

- B : nouveaux pauvres de la classe moyenne, actifs (types I et II), ils sont les plus nombreux;

- C : les moins nombreux appartiennent surtout à la classe moyenne épargnée et sont des militants très actifs (type II).

Quand, en 2001, les banques ont fermé, interdisant aux Argentins d'avoir accès à leurs avoirs bancaires, ces échanges leur ont paru une planche de salut. Et les médias n'ont pas manqué d'en faire une grosse publicité. En plus, comme le souligne la sociologue Mariana Luzzi, «les pouvoirs publics se sont montrés intéressés par le trueque : s'il parvenait à constituer pour ses membres un moyen alternatif d'obtention de ressources ... l'État pourrait se dispenser de fournir une assistance directe aux catégories sociales touchées...»

Le résultat a été un afflux considérable de nouveaux adhérents, qui n'avaient pas été "formés", et bien plus attirés par l'activité économique (type I) que par les valeurs de coopération de l'activité de type II. On estime qu'au début de l'année 2002, le trueque a concerné jusqu'à 5 millions de personnes ! Or les nouveaux venus recevaient 50 credits à leur arrivée mais n'apportaient pas aussitôt une offre équivalente sur les foires hebdomadaires. La masse monétaire étant ainsi très supérieure à l'offre, l'inflation était inévitable. Et quelques mois plus tard, la plupart des 100.000 réseaux s'étaient dispersés. Jeff Powell commente : «En l'absence, à la fois, de production coopérative et de structures démocratiques, le réseau trueque recréait les comportements individualistes et concurrentiels de l'économie... capitaliste : ce qui restait étant un capitalisme insignifiant destiné aux pauvres».

Selon l'un des principaux organisateurs du trueque argentin, Héloïsa Primavera¹ : «depuis la chute du trueque en 2003, tous ceux qui ont essayé de promouvoir les grands réseaux ont échoué. De multiples formules ont été essayées, sans que les résultats montrent une résurrection possible de la mise en pratique d'un mar-

1

que nos fidèles lecteurs connaissent, car elle a tiré pour eux ses conclusions de cette expérience argentine dans la GR 1071 de décembre 2006 (N°1071, p.5 à 7) sous le titre *Monnaies sociales et construction de l'utopie*.

ché sans argent. Or la résurrection d'un marché sans argent intéresse, outre les 50% qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté, ceux qui, depuis trois générations, n'ont jamais eu accès au marché du travail, et tous ceux qui s'intéressent à la possibilité de construire un ordre social capable de distribuer la richesse qui existe en abondance sur la planète, sans que cet extraordinaire outil que l'homme a créé soit un obstacle à ce partage.» Le projet **colibri** qu'elle anime est le prolongement de cette monnaie sociale. Elle le décrit en expliquant qu'il se donne quatre grandes étapes : d'abord l'activation des ressources locales, puis l'organisation de systèmes alternatifs de financement et de systèmes d'échanges compensés (=non marchands) et enfin la gestion associée et participative. Et elle commente : *«pour ses promoteurs, alors que les monnaies complémentaires sont un palliatif au manque de liquidité, les monnaies sociales prétendent aller au-delà, vers le partage de la richesse comme expression de la souveraineté politique, à partir de la récupération du pouvoir d'émission et de contrôle de la monnaie»*.

*

Résumons : les modalités de ces diverses expériences de monnaies communautaires sont plus ou moins sociales : certaines organisent une formation initiative (trueque à l'origine) ; la création de leur monnaie se fait soit par la remise d'un carnet-ouverture d'un compte (LETS, SEL), soit par la remise de billets, gratuits (trueque) ou qu'il faut payer (Chiemgauer), certaines monnaies sont fondantes, certaines sont convertibles avec la monnaie officielle ; enfin leur organisation implique plus ou moins, et parfois pas du tout, des assemblées à débats démocratiques largement ouverts à tous les membres.

De façon générale, elles sont toutes réservées à des communautés restreintes, ayant fait acte d'adhésion, elles concernent surtout des activités individuelles, artisanales, elles créent des liens, elles reconnaissent, en les monétisant, des activités utiles qu'exclut l'économie marchande. Elles privilégient systématiquement les activités locales et le petit commerce.

MAIS elles ne concernent que des gens qui peuvent être actifs (pas trop jeunes ou trop âgés, et pas malades) et elles ne peuvent évidemment pas financer les grands services publics.

Retenons quelques commentaires de spécialistes? De Keith Hart : *«Ces expériences de la monnaie contiennent en germe une véritable révolution sociale. La monnaie a longtemps été, pour la plupart des gens, quelque chose de rare que nous saisissons passivement chaque fois que c'est possible, sans comprendre qu'elle est notre création commune»*. D'André Gorz : *«Le cercle coopératif ne doit pas être conçu comme une mesure isolée à destination des chômeurs et des marginalisés. S'il en était ainsi, ce ne serait que la dissimula-*

tion des failles du système actuel». Et enfin, cette réflexion d'un anthropologue : *«La difficulté de persuader les gens d'adopter consciemment de nouvelles idées est un des obstacles sur le chemin de la dissémination des monnaies communautaires»*.

RÉFLÉCHISSONS

Alors, posons-nous quelques questions. Ces expériences sont des réactions spontanées, justifiées par des méfaits du système actuel, mais faut-il l'aider à perdurer par des rustines qui ne peuvent que combler des failles ou réparer quelques uns de ses dégâts ? La solution au chômage croissant est-elle dans la création de petits boulots, même si elle permet de relocaliser une partie de l'économie? L'objectif d'une création d'emploi est-il de "donner" du travail ? Et il ne faut pas confondre emploi, travail, activité, service, ...

N'y a-t-il pas encore plus d'emplois à supprimer que de nouveaux à créer ? L'argent est-il le seul moyen de reconnaissance de la "valeur" d'une personne ? Est-ce la bonne "mesure" de son activité ? Enfin, 165 ans après l'abolition de l'esclavage, est-il normal qu'un employé soit toujours obligé de se vendre sur le marché du travail au prix de son salaire ? N'est-il donc pas temps de s'affranchir en exigeant l'abolition du salariat ?

Pour remettre l'économie à sa place, qui est celle d'assurer "l'intendance", quel doit être l'objectif de toute entreprise ? N'est-ce pas de produire le mieux possible, sans compromettre l'avenir, des biens utiles à satisfaire les besoins humains, en donnant la priorité aux plus essentiels ?

Or, cela ne sera pas le cas

- tant que le seul objectif d'une entreprise, quelle qu'elle soit, sera de faire du bénéfice,
- tant qu'il faudra qu'une activité soit rentable pour être financée,
- tant que chacun ne pourra pas choisir librement ses activités, voire sera obligé d'accepter n'importe quel emploi sous peine de n'avoir pas de quoi vivre,
- bref, tant que notre société sera menée, comme droguée, par le dieu "argent".

L'IMPORTANCE DE LA MAÎTRISE DE LEUR MONNAIE PAR LES CITOYENS

Le moyen de passer outre ces obstacles actuels, c'est que les citoyens prennent la maîtrise de leur finance. Car en ayant la maîtrise de sa monnaie, une population se donne l'outil pour choisir ce qu'elle va produire dans l'intérêt général et dans quelles conditions. Elle peut alors décider démocratiquement comment partager d'une part, les tâches de production, et, d'autre part, les richesses produites, ce qui lui permet d'assurer

- à tous un **revenu suffisant** pour vivre libre,
- la **gratuité** de tout ce qui n'a pas, au sens propre, à être **é-co-no-mi-sé**.

Que pourrait être cette monnaie alternative ?



² On trouvera toutes références de publications écrites et de sites internet dans les rapports publiés sous la direction de Jérôme Blanc (université Lyon II) sous le titre *exclusions et liens financiers*.

- ● ● — Une monnaie
 - gérée de manière transparente par une institution publique,
 - sa forme est immatérielle, pour utiliser au maximum les moyens informatiques,
 - elle est créée et annulée par inscriptions sur deux types de comptes :
 - compte d'entreprise, pour acheter les fournitures nécessaires à produire,
 - compte individuel, pour acheter de quoi vivre libre,
 - elle ne circule pas, pour ne pas pouvoir être "placée", et pour que la masse monétaire soit mesurable,
 - elle est uniquement un pouvoir d'achat, annulé par l'achat,
- ainsi les produits d'une part, et la monnaie qui sert à les acheter d'autre part, qui sont créés et consommés au même rythme, forment deux flux équilibrés.
- Comment se règlent les échanges avec l'extérieur ?
- Par des contrats de troc, organisés et contrôlés de façon transparente au niveau mondial.

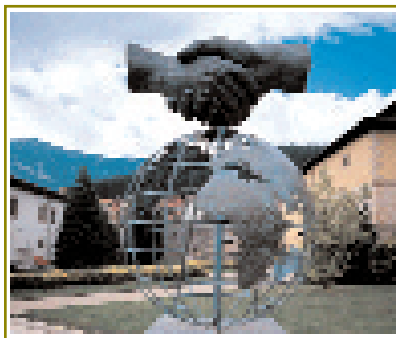
*

Quels sont les PLUS d'une telle monnaie ?

- la fin de l'exclusion,
- un revenu suffisant assuré toute la vie,
- une production raisonnée, réalisée non dans la lutte de tous contre tous, mais dans la coopération,
- la fin du chômage : réaliser la production par des machines ne crée plus du chômage mais libère du temps humain pour d'autres activités,
- la disparition de tous les impôts, puisque les services publics sont financés directement et non plus par redistribution (= par prélèvements),
- avec l'obsession de faire du profit disparaissent toutes les raisons d'être des brevets, du secret professionnel, de l'espionnage, de la publicité mensongère, des truquages et autres tricheries, de l'obsolescence programmée, et du non respect des lois, des hommes et de la nature.

Mais quels sont les MOINS de cette proposition ? —

- la difficulté de faire comprendre qu'il s'agit de s'adapter, de façon humaine et durable, au changement de civilisation qui est en train de se produire,
- et que cette utopie de bon sens est ... réaliste.



Dans la GR de juillet 2009, Jean-Pierre MON nous a déjà parlé de la plus grande coopérative du monde, la société Mondragon. Comment a-t-elle réagi à la crise et au chômage qui sont particulièrement graves en Espagne ?

Mondragon et la crise

par Jean-Pierre MON

IMPLANTATIONS EN FRANCE

La coopérative de Mondragon est présente en France par l'intermédiaire de sa filiale *FagorBrandt*, issue du rachat du groupe *Brandt* par *Fagor* en juin 2005.

Fagor fabrique et distribue en France les marques Fagor, Brandt, De Dietrich, Sauter, Vedette.

Ses usines sont implantées à Orléans et Vendôme (hottes, fours, tables vitrocéramique et à induction), à Laroche sur Yon et Azenay (réfrigérateurs et congélateurs) et à Lyon (lave-linge).

Le siège social de FagorBrandt SAS est situé à Rueil Malmaison.

Créée en 1956, Mondragon emploie plus de 84.000 travailleurs dont un sixième hors d'Espagne. Ses ventes dans le monde entier dépassent 15 milliards d'euros. Elle fédère plus d'une centaine de petites coopératives réparties dans divers pays, dont la France (voir encadré ci-contre).

Ses activités concernent de nombreux domaines : la grande distribution avec les hypermarchés Eroski, le secteur alimentaire, le secteur financier¹ et le secteur industriel constitué de 352 entreprises. Ses productions industrielles sont réalisées par sa filiale Fagor qui fabrique et distribue sous les marques Fagor, Brandt, Edesa, Sauter, Vedette, Océan, De Dietrich, San Giorgio, Mastercook. Fagor est le cinquième groupe européen d'électroménager. Il est N°1 en France et en Espagne et vend plus de sept millions d'appareils chaque année. Ses 16 usines sont situées en Espagne,

en France, en Italie, en Pologne, au Maroc et en Chine.

Ne se contentant pas de productions matérielles, la SCM a créé en 1997 une université qui fonctionne en coopérative; bien cotée en Espagne, elle accueille plus de 5.000 étudiants répartis dans trois "facultés" : celle des Sciences de l'ingénieur, située à Arrasate/Mondragon, celle des Sciences de l'entreprise et celle des Sciences humaines et de l'éducation, toutes deux aussi dans la province de Guipuscoa (communauté autonome du pays Basque). Dix centres de recherches et développement sont intégrés au groupe, ainsi qu'un technopôle qui, à Garaïa, regroupe l'université, des entreprises et des centres de R&D.

ÉTAT DES LIEUX

Mon article *La coopérative de Mondragon* rappelait la "loi d'Oppenheimer" (formulée après la grande crise des années 30, lorsque les coopératives coulaient les unes après les autres) selon laquelle, à

1

Ce secteur comprend une banque publique la Caja Laboral dont les encours dépassent 10 milliards d'euros et un système de protection sociale, disposant d'un capital de 3 milliards d'euros, fournissant une couverture maladie et une assurance retraite à ses sociétaires.

long terme, les coopératives autogérées font faillite ou se transforment en entreprises capitalistes classiques. Est-elle vraie ? Qu'est devenue la SCM, comment a-t-elle réagi face l'aggravation de la crise dans la plupart des pays européens et surtout en Espagne où le taux de chômage est très élevé ?

On trouve aujourd'hui peu d'analyses sur la façon dont les coopératives et autres structures d'économie sociale ont affronté la récession consécutive à la "crise" de 2008.

Le journal *Sin Permisso*² a cependant publié, le 17 mars dernier, une enquête du journaliste anglais Giles Tremblett³ sur la façon dont la société coopérative de Mondragon a affronté la crise, tant dans sa lutte pour le maintien des emplois que dans la création de richesses :

À son arrivée à Mondragon, Tremblett s'étonne de voir que José Maria Ormaetxea, le cofondateur de la Coopérative qui est le septième plus grand groupe industriel espagnol, sillonne les rues de la ville au volant d'une Ford Fiesta et qu'il vive dans un appartement ordinaire de cette petite ville industrielle enfoncée dans une vallée au nord du pays basque. «*Imagine comme il pourrait être riche s'il avait fondé un autre type d'entreprise*, dit à Tremblett un de ses collègues travaillant dans un journal local, *...mais, de toute façon, à Mondragon, il n'y a personne qui ait une Lincoln !*» Les visiteurs ne trouvent pas, non plus, à Mondragon beaucoup de traces de la pauvreté qui déferle sur les autres régions espagnoles, car, au sommet des pentes raides de ce que les gens du coin appellent en plaisantant la "montagne sacrée", se trouve le quartier général de la SCM, entreprise remarquablement étanche à la récession. Pas de tape-à-l'œil dans les bureaux de la plus grande entreprise industrielle du pays basque ! Il n'y a rien de "normal" dans la plus grande coopérative du monde !

DES REMÈDES ORIGINAUX

La SCM a, en effet, une tout autre politique que celle que pratiquent les autres entreprises espagnoles, qui répondent avant tout aux exigences de leurs actionnaires, la plupart du temps en sacrifiant leurs emplois. Alors que l'Espagne, suite à une dépression en W⁴, fait face à une austerité rigoureuse, à un taux chômage de 26% et à une forte crise financière, la SCM n'est pas près de s'effondrer. Son effectif mondial reste stable. Pourquoi ? —*Parce que nous sommes plus flexibles*, explique Emilio Cebrian, directeur des affaires sociales de la plus grande coopérative de Mondragon, le groupe de supermarchés Eroski, «*et lorsque la conjoncture est mauvaise, nous décidons entre nous une baisse de nos salaires et en tant que propriétaires, une baisse de nos dividendes*».

Confronté à une économie espagnole décroissant de 1,9% par an, Eroski vient de décider une réduction des salaires de 5 à 10%. Mais, contrairement à ce qui se passe dans les autres entre-

prises, où lorsqu'on baisse les salaires, les bonus des dirigeants augmentent, ici les managers subissent les baisses les plus importantes. Leurs salaires sont d'ailleurs plafonnés à huit fois le salaire le plus bas.

En 2009, lorsque les baisses de salaire commencent, la plupart des compagnies espagnoles se mirent à licencier pour réduire leurs coûts de production, portant ainsi à 3,5 millions le nombre de chômeurs. Mondragon n'y a pas contribué. Les salaires ont diminué en moyenne de 5% et les membres d'une coopérative sans emploi ont été réaffectés : «*S'il y a trop d'employés dans une de nos coop, nous les réaffectons dans une autre coop du groupe*», explique Mikel Zabala, directeur des ressources humaines au siège social.

La crise espagnole a aussi eu pour effet d'obliger la SCM à imaginer des solutions originales pour résister à l'autre drame majeur de l'économie, la restriction du crédit qui a provoqué la fermeture de nombreuses compagnies dont les clients, et notamment les services publics, ne pouvaient plus payer leurs factures. «*Nous avons inventé un nouveau système ressemblant à celui que nous avons mis au point pour maintenir les emplois*» dit Zabala, «*si une coop a un excédent de recettes, elle peut prêter de l'argent à une coop en déficit. Résultat : une seule coop, employant 30 personnes et fabriquant des équipements pour le commerce du bois, a fermé. Quelques unes de nos compagnies les plus performantes aujourd'hui étaient celles qu'on avait du secourir lorsque leurs affaires allaient mal, il y a quelques années*».

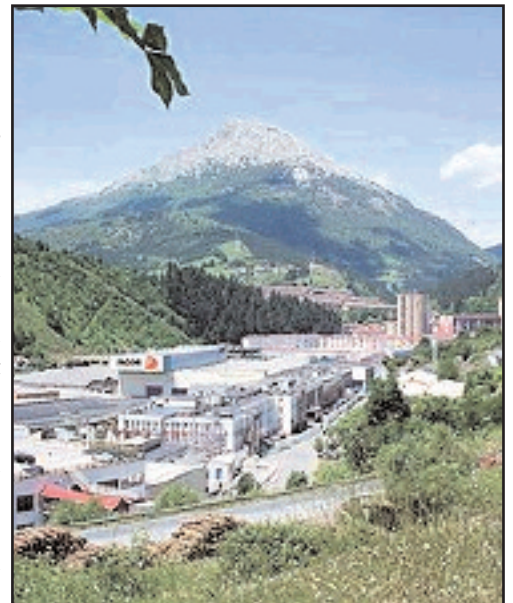
On ne mesure pas la réussite seulement en termes d'emplois, ou en nombre de compagnies qui survivent, mais aussi en résultats commerciaux : dans l'année 2010-2011, les ventes ont légèrement augmenté et les exportations ont fait un bond de 10%, soit 4 milliards d'euros.

Tout cela ne veut pas dire que la vie est facile. Les conversations dans les bars ou chez les coiffeurs de Mondragon (où presque tout le monde a quelqu'un de la famille qui est membre de la coopérative) tournent autour des réductions de salaire et des difficultés auxquelles doivent faire face les coop dans les secteurs traditionnels comme l'électroménager.

Fagor est le groupe qui a été parmi les plus touchés : les ventes dans le secteur de l'électroménager ont baissé de plus de 50%.

2
adresse internet :
www.sinpermisso.info.

3
Journaliste au *Guardian*
et auteur de *Ghosts of Spain : Travels through Spain in its silent past*,
éd. Faber and Faber.



4
Il s'agit de deux
périodes de récession
entrecoupées par une
brève période de
croissance.

LES CONTRADICTIONS

Certaines récentes assemblées de travailleurs-propriétaires, tenues dans la ville, ont été agitées lors de la présentation pour débat et approbation des plans présentés par les managers. «Plus une coopérative est dépendante du marché espagnol, plus elle doit affronter de difficultés» commente Zabala.

Comme les autres entreprises européennes, la SCM est soumise à une forte concurrence des pays en voie de développement à faibles coûts salariaux. Sa réponse a été d'installer des usines ou d'acheter des entreprises dans d'autres parties du monde. Elle a maintenant 94 filiales au Vietnam, au Chili, au Maroc et en Russie. Les travailleurs de ces usines ne sont cependant pas des coopérateurs (moins de la moitié de la main d'œuvre de Mondragon le sont), les sociétaires de la SCM sont donc de rudes exploiters capitalistes vivant du travail des autres. La SCM est consciente de la contradiction qui consiste à prêcher la coopération tout en se comportant en capitaliste. Zabala assure cependant que même

ceux qui ne sont pas membres de la coopérative sont mieux traités que dans la plupart des autres entreprises. Ce n'est pas l'avis des intérimaires qui sont les premiers à partir en temps de crise. «En fait, poursuit Zabala, nous ne savons pas nous comporter comme de simples exploiters capitalistes. Même là où nous ne pouvons pas fonctionner en coopératives, nous essayons au moins de mettre en place une administration travaillant sur le modèle de la coopérative». Cebrian estime qu'en intégrant des habitants de villes et de cités très éloignées du pays basque, Eroski a prouvé que le "modèle Mondragon" ne dépend pas d'une culture locale partagée, comme le craignaient certains sociologues: «Il y a quinze ans vous auriez pu vous demander s'il était nécessaire d'être basque pour être coopérateur. Mais maintenant nous savons que ce n'est pas le cas».

Il n'y a cependant aucun signe que les 14.000 employés étrangers de la coopérative soient prêts à rejoindre les rangs des 38.000 coopérateurs espagnols.

Cela paraît encore n'être qu'un rêve.

Le texte qui suit résulte d'un séjour de trois semaines en Grèce. Il ne prétend aucunement à l'exhaustivité, mais relate simplement les conversations, les impressions et les réflexions d'un voyageur...

Retour de Grèce

par **Bernard BLAVETTE**

La Grèce est sans nul doute le pays de la Communauté Européenne qui a été le plus durement frappé par les mesures d'austérité imposées par la "Troïka" (FMI, BCE, Commission Européenne). Pourtant celui qui débarque à Athènes ne remarque rien de particulier au premier abord : la ville est calme, propre et bien entretenue (ce qui n'était pas tout à fait le cas lors de mon précédent voyage, il y a 10 ans), les transports publics fonctionnent correctement, la mendicité n'est pas plus fréquente qu'à Paris, chacun semble vaquer normalement à ses occupations, et en ce début de printemps, dans le quartier de Plaka qui entoure l'Acropole, les commerçants s'activaient à réaménager et repeindre leurs échoppes en vue de l'arrivée des premiers touristes attendus pour le début du mois de Mai.

Pour appréhender la réalité qui se cache derrière cette sérénité apparente, il faut un regard plus attentif, et surtout faire l'effort de communiquer avec une population qui semble réticente à évo-

quer ses difficultés et sa souffrance. Certains signes pourtant ne peuvent échapper à l'observateur averti qui déambule dans les différents quartiers d'Athènes. Ainsi la circulation automobile est étrangement fluide, pour une grande capitale européenne. Ici pas d'embouteillages. Le trafic se compose essentiellement de véhicules utilitaires ou d'entreprises, d'autobus, et de nuées de taxis (souvent collectifs) et de mobylettes, mais relativement peu de voitures particulières. C'est que le prix du carburant oscille depuis des mois entre 1,80 € et 2,00 € le litre ce qui est exorbitant pour la classe moyenne, qui évite d'utiliser la voiture lorsque cela n'est pas indispensable. Seuls les plus aisés continuent de parader insolemment au volant de grosses cylindrées goûtant ainsi le plaisir, très prisé de nos "élites", qui consiste à exhiber ses privilèges lorsque le plus grand nombre se débat dans de multiples difficultés. On ne manquera pas non plus de remarquer les nombreux groupes de jeunes qui semblent avoir annexé

tous les lieux où l'on peut s'asseoir commodément et discuter au calme : jardins publics, places, escaliers en tous genres. En effet, les consommations dans les bars branchés qu'affectionne la jeunesse européenne sont devenues inaccessibles pour la majorité des jeunes Grecs.

Les conversations que l'on peut avoir montrent, chez les Grecs, beaucoup de pudeur et de dignité. Personne ne s'épanche en plaintes et lamentations. Mais tout le monde évoque les salaires à moins de 500 Euros mensuels, les retraites divisées par deux, le chômage qui frappe d'une façon ou d'une autre toutes les familles, les personnes gravement malades qui ne peuvent plus payer les traitements médicaux nécessaires. Seuls les liens familiaux très forts qui caractérisent ce peuple permettent encore d'éviter le pire. Cette population, qui avait naïvement vécu l'entrée dans la Communauté Européenne et l'Euro comme l'avènement d'une période de prospérité, est profondément traumatisée. Traumatisée par le naufrage économique et les difficultés matérielles sûrement, mais aussi et peut-être surtout par le sentiment d'être considérée comme les parias de l'Europe. À cet égard la détestation de la Chancelière Angela Merkel, qui ne manque jamais une opportunité de stigmatiser les PIGS (Portugal, Italie, Grèce, Espagne) est unanime, et les souvenirs de l'extrême brutalité de l'occupation nazie refont surface. Ainsi la Communauté Européenne qui se targue d'avoir éradiqué les guerres fratricides qui ont longtemps déchiré le vieux continent se trouve aujourd'hui à l'origine d'une remontée des tensions.

Mais surtout, les statistiques économiques sont implacables. Selon *Le Monde*¹, entre l'adoption des premières mesures d'austérité en 2010 et aujourd'hui, l'inflation a été de 9,5% tandis que les salaires ont baissé de 10,2%. Par ailleurs le *Herald Tribune*² signale que le taux de chômage a triplé depuis 2009 pour atteindre le record de 27,2% en janvier dernier. Enfin, le bulletin d'information de France-Culture du 16/4/2013 à 7 heures faisait état de récentes estimations du FMI d'après lesquelles au moins 400.000 salariés n'avaient pas été payés depuis 6 mois, aussi bien dans le secteur public que dans le privé. Et de rappeler le drame qui secoue le pays ces derniers jours : un groupe d'ouvriers agricoles immigrés, qui venaient réclamer leurs salaires, ont été accueillis à coups de fusils par le propriétaire de l'exploitation et son fils qui ont ainsi blessé 18 personnes. Le journaliste précisait que ce genre d'incidents n'était pas rare, et que la justice mettait peu d'empressement à punir les coupables...

La situation semble sans issue.

Et pourtant, en parallèle avec la question de la légitimité de la dette qui peut pour une large part être mise en doute³, mais que nous n'aborderons pas ici car cela demanderait un article à part entière, certains points interrogent :

Comment se fait-il que le budget de la défense n'ait pratiquement pas été amputé ?

À cela deux raisons au moins. La première est basement mercantile, car il se trouve que l'armée grecque est l'une des principales clientes de... l'Allemagne, mais aussi de la France. Comme on le voit, les déclarations vertueuses sur « l'intérêt général de la Communauté européenne » trouvent vite leurs limites⁴.

L'autre raison réside dans la découverte d'importantes réserves de pétrole et de gaz en mer Egée. Certains gisements pourraient être revendiqués à la fois par la Grèce et par la Turquie, ravivant ainsi les tensions. Par ailleurs, et comme toujours en pareil cas, loin de voir dans cette découverte un remède, au moins partiel aux problèmes grecs, la Communauté internationale, États-Unis en tête, s'emploie activement à flouer le pays en tentant de transférer la majeure partie des profits escomptés vers les grandes compagnies pétrolières internationales⁵.

La Grèce possède l'une des plus importantes flottes marchandes du monde qui pourrait constituer une source de richesses considérables pour le pays. Malheureusement, la majorité des bateaux naviguent sous des pavillons de complaisance, en employant un personnel immigré exploité et sous-payé, et les armateurs n'acquittent pratiquement aucun impôt à l'État grec. À l'heure où les dirigeants européens prétendent vouloir s'attaquer résolument à la question des paradis fiscaux, à quand une réorganisation en profondeur de la flotte grecque ?

L'Église orthodoxe, omniprésente, est une puissance économique de premier plan. Elle dispose du plus important patrimoine foncier du pays et bénéficie d'exonérations fiscales considérables. Malgré quelques déclarations d'intention du patriarche d'Athènes Iéronimos, l'Église semble traîner les pieds pour participer à l'effort collectif...

Le tourisme demeure la principale source de richesse du pays qui a vu arriver, en 2010, près de 14 millions de personnes pour un chiffre d'affaire de plus de 13 milliards d'Euros. Mais on ne le dira jamais assez, se reposer presque exclusivement sur le tourisme est une erreur stratégique majeure pour un pays. En effet, cette ressource est, par nature, incertaine, elle peut se tarir brutalement, surtout dans la période chaotique que nous traversons. L'Égypte, la Tunisie par exemple en ont fait l'amère expérience. De plus le tourisme de masse tel qu'il se pratique en Grèce génère de

1 | *Le Monde* du 11/4/2013 p.17.

2 | *The Herald Tribune*, 12/4/2013, p.17.

3 | C'est particulièrement le cas de la part de la dette correspondant aux intérêts des prêts. Rappelons que les pays de l'UE ne peuvent emprunter directement à la BCE, mais doivent passer par l'intermédiaire des banques privées. Ces dernières lèvent des capitaux auprès de la Banque Centrale à des taux très faibles et prêtent ensuite aux États en réalisant de confortables bénéfices. Il s'agit là d'une forfaiture pure et simple permettant de spolier les peuples de l'UE. Une combine aussi grossière ne peut perdurer qu'à la faveur de l'incroyable torpeur du plus grand nombre.

4 | Le blog du CADTM (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde) relate de façon savoureuse dans un article du 26/1/2011, comment l'Allemagne a vendu en 2010 à la Grèce plusieurs sous-marins pour 5 milliards d'Euros. Deux au moins de ces engins sont inutilisables du fait de la défectuosité de l'électronique embarquée générant des problèmes de stabilité. Où est donc passée la (trop ?) fameuse qualité du matériel allemand ?

5 | Voir à ce sujet l'excellent article de Gilles Petit « La Grèce richissime ? » dans GR 1134 (août-septembre 2012).

- ● ● considérables “désutilités” (j’emploie le jargon des économistes !). Urbanisation incontrôlée, emplois saisonniers serviles et mal rémunérés, dégradations des sites-mêmes que l’on prétend promouvoir, épuisement des ressources naturelles, notamment en eau potable. C’est ainsi que les îles de la mer Egée, l’une des principales destinations touristiques, doivent désormais être approvisionnées par le dessalement de l’eau de mer ou par bateaux-citernes. Le touriste lui-même, attiré surtout par le soleil, la mer, la vie nocturne, les boutiques des rues commerçantes où les grandes marques sont abondamment représentées, ne retire que peu de bénéfices de son voyage en termes de connaissance du pays, de ses habitants, de son histoire, de sa situation présente. En fait la Grèce s’est peu à peu transformée en un gigantesque parc à thème où le visiteur se déplace nonchalamment et sans bien comprendre, d’attractions en attractions, de Parthénon en Olympie...

Mais la question majeure pour les Grecs, comme pour bien d’autres peuples d’Europe, concerne le bien-fondé du maintien du pays dans l’Euro et même dans l’Union Européenne. Les avis sont très partagés, et le résultat d’un éventuel référendum serait bien incertain. Il est évident, cependant, que l’idée d’une rupture brutale effraye. Comme pour les autres peuples d’Europe, et même de la planète, l’idée d’une société qui prendrait ses distances avec le système capitaliste est simplement inimaginable. Ce que la population semble souhaiter ici ce n’est pas une vie, des valeurs différentes de celles portées par le capitalisme, mais un simple retour en arrière, avant 2008, lorsqu’on pouvait en toute quiétude faire ronfler le moteur de son véhicule et se gorger d’images sur son portable, son ordinateur, sa télévision. Pourtant le passé ne reviendra pas....

En fait les problèmes grecs ne semblent insolubles que parce que la solution, évidente, se situe hors de la sphère économique, c’est-à-dire hors du cadre de réflexion aussi bien des chefs d’États européens que des technocrates du FMI et de Bruxelles. La Grèce pose sur la table, sans bien s’en rendre compte, la question toujours éludée des buts de la construction européenne. Soit nous voulons mettre sur pieds une simple Communauté Economique

Européenne, c’est-à-dire une association d’États détenteurs d’un niveau économique sensiblement équivalent, alors la Grèce n’a pas sa place aux cotés de “poids lourds”, au sens capitaliste du terme, comme la France ou l’Allemagne; soit nous voulons organiser une Union Européenne véritable (et que je sache il s’agit bien de l’appellation que nous nous sommes choisie) qui, pour être viable sur le long terme, doit obligatoirement et prioritairement intégrer les dimensions civilisationnelles et sociétales, l’économique passant au second plan. La Grèce, berceau de notre culture, de notre morale, de notre sensibilité esthétique, point de convergence entre l’Orient et l’Occident, est un élément incontournable d’un ensemble continental cohérent. Alors la question de la situation économique de la Grèce ne se pose simplement plus, pas plus que ne se pose la question de savoir si, au niveau français, la Lozère, la Corse ou encore les îles Saint Pierre et Miquelon coûtent ou rapportent à notre pays. Ceux qui prétendent nous gouverner semblent aussi avoir la mémoire courte : lorsqu’il s’est agi de réunifier l’Allemagne les préoccupations économiques ont vite cédé le pas à une décision éminemment politique prise par le Chancelier Helmut Kohl. Il devrait en être de même pour la Grèce, ce qui ne décharge pas l’UE de la responsabilité d’intervenir pour aider le pays à rectifier certaines pratiques délétères et assurer son développement, un peu comme il n’y a pas si longtemps, en France, on s’attachait à “désenclaver” certaines régions isolées.

Pourtant, le flou entourant la construction européenne n’est pas la conséquence de l’incompétence de notre personnel politique, mais bien au contraire, elle sert les desseins inavoués des oligarques dominants, et le cas de la Grèce sonne comme un tocsin pour les peuples d’Europe. Nous, européens, avons regardé avec indifférence, et un brin de mépris, les pays pauvres du sud sommés de rembourser leurs dettes à coups de Plans d’Ajustements Structurels concoctés par le FMI et la Banque Mondiale. L’Afrique exsangue, un milliard au moins de nos frères humains sous-alimentés, les inégalités qui explosent ne nous ont pas empêchés de nous empiffrer consciencieusement. Le Téléthon pour les uns, les Forums Sociaux et les manifs

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

M. Huard 7 – R. Labesse 80 – S. Bagu 10 – G. Beaux 27 – N. Froment 7 – C. Rajain 14 – P. Torterat 7 – Melle S. Faure 14 – M. Regard 20. Total 186 euros. **Merci à tous !**

Grâce à cette souscription, nous pouvons poursuivre la publication du journal, en modérant le prix de l’abonnement, et en faire le service gratuit à des personnes qui n’ont pas les moyens de payer l’abonnement, mais qui tiennent à le lire et à le diffuser.

festives pour les autres, ne sont-ils pas là pour soulager notre conscience à peu de frais ? Et pendant ce temps, l'oligarchie capitaliste engrange succès après succès. Car les réformes dont on nous rebat les oreilles ne visent pas à instaurer la prospérité générale mais bien au contraire à accentuer les inégalités, à rendre les riches plus riches, les pauvres plus pauvres. Autant dire que le but est largement atteint à travers le monde comme le montre Serge Halimi, dans *Le Monde Diplomatique* du mois de mai 2013, à la faveur d'un article intitulé *État des lieux pour préparer une reconquête* : aux États-Unis, la famille Walton, propriétaire du géant de la distribution Walmart, détenait, il y a 30 ans, 61.992 fois le patrimoine médian américain contre 1.157.827 aujourd'hui ; en Italie «les dix premières fortunes nationales détiennent autant d'argent que les 3 millions d'Italiens les plus pauvres» ; en Inde 61 individus détenaient 1,8% de la richesse nationale en 2003, cinq ans plus tard, en 2008, ils en accaparaient 22%. Pour enfoncer le clou, signalons que le chroniqueur économique Emmanuel Kessler, peut suspect de sympathies progressistes, signalait dans sa chronique du 18 mai 2013 sur France Culture que l'année 2012 avait vu apparaître 200 nouveaux milliardaires en dollars, ce qu'il mettait en corrélation avec une incroyable explosion du montant des enchères sur le marché de l'art lors des ventes chez Sotheby's....

Enhardis par la faiblesse de nos réactions, les dominants tentent maintenant d'appliquer à l'Europe les recettes qui ont si bien réussi partout ailleurs, et la Grèce est l'une de leurs "têtes de pont" sur le vieux continent, un laboratoire pour tester l'attitude des peuples européens. Car le capitalisme ne connaît que le rapport de forces : face à une réaction trop vive, il est prêt à battre provisoirement en retraite, pour revenir à la charge quelques années plus tard, comme ce fut le cas en France, en 1995, pour la réforme des retraites. Mais en l'absence de toute force antagoniste, il est saisi d'une sorte de délire d'illimitation et de démesure, d'une sauvagerie incontrôlable, comme le montre le sociologue et économiste Frédéric Lordon dans son ouvrage *Capitalisme, désirs et servitude*⁶. Il ne s'agit pas là d'un quelconque "complot", au sens d'une action contrôlée et planifiée de longue date, mais simplement de la capacité, maintes fois démontrée, du capitalisme de se saisir des circonstances pour approfondir sa domination. Face à ce dynamisme, cette imagination, cette réactivité de l'idéologie dominante, on peut légitimement s'interroger sur la manière dont Serge Halimi envisage «la reconquête» tant que la devise des peuples semblera s'énoncer ainsi : «Nous sommes misérables, nous sommes mal-

heureux, mais surtout laissons faire, ne changeons rien». En définitive, nous européens qui pensions naïvement être conviés au banquet des privilégiés, nous nous apercevons, mais un peu tard, que nous faisons aussi partie du menu....

Pourtant en Grèce, entre le béton des nouvelles résidences pour vacanciers et la vulgarité des hordes de touristes, la beauté fait de la résistance. Alors que nous visitons un site archéologique, au centre d'Athènes, qui a été durant des siècles, de la Grèce antique à la période romaine, un cimetière où étaient inhumées les personnalités les plus marquantes de la cité, tout près du lieu où l'on suppose que se dressait l'Académie de Platon, nous avisons un groupe d'archéologues en plein travail. En nous approchant, nous réalisons que tous semblent très excités et arborent un large sourire : sur un simple tréteau de bois repose une magnifique tête d'homme en marbre blanc qui vient d'être découverte au fond d'un puits, il y a une heure à peine. Je suis fasciné. Voici une œuvre qui n'a pas été contemplée depuis près de 2.000 ans. Voici une œuvre qui témoigne d'un temps où l'art n'était pas encore un "marché" comme les autres, mais simplement la manière pour un être humain d'exprimer sa détresse ou sa joie, et la fierté de tenter de se mieux connaître. Un temps qui n'était certes pas paradisiaque, mais où des penseurs d'exception permettaient d'entrevoir le jour où la collectivité humaine pourrait atteindre la raison et la sagesse en empruntant la voie philosophique.

Et l'idée me vint que cette fureur auto-destructrice chez certains, cette apathie chez d'autres, étaient le signe extérieur d'un mal bien plus profond : notre échec, peut-être irrémédiable, à atteindre ce niveau de conscience, à réaliser cette révolution spirituelle qui, seuls, pourraient nous permettre de fusionner avec la globalité de l'univers, de bannir la solitude et la peur, permettant ainsi de «réformer l'État sans même avoir à y penser»⁷.

Les Grecs ont longtemps côtoyé la tragédie. Il y a 2.400 ans déjà, chez Sophocle et Euripide, les chœurs antiques soulignaient l'impuissance de la condition humaine «Hélas, hélas, que pouvons-nous, simples mortels, contre le destin et la volonté implacable des dieux qui siègent sur l'Olympe ?», ...ou au FMI dirait-on aujourd'hui.

Pourtant, le Parthénon semble toujours veiller sur Athènes et porter la célèbre *Adresse aux athéniens* de Périclès : «Nous cultivons le beau avec simplicité, et nous philosophons sans manquer de fermeté...»

Puissent le peuple grec et l'ensemble des Européens s'en inspirer...

6 Ed. La Fabrique (2010). Voir aussi mon article autour de cet ouvrage dans GR 1116 (Janvier 2011).

7 Louis Lavelle (1883-1951) – Philosophe et métaphysicien français cité par Merleau-Ponty dans «Eloge de la philosophie».

États d'âme d'un citoyen de base :

Le changement, c'est pô maintenant !

L'ÉCONOMIE

Voilà un an qu'on a changé de Président. Je n'avais pas voté pour Hollande, ni au premier tour, ni au deuxième, où j'ai fait un vote blanc, tellement j'étais persuadé que ça ne changerait rien au sort d'une partie de plus en plus grande du peuple qui vivote et qui souffre. Néanmoins je fus satisfait de ne plus voir Sarkozy et ses sbires au pouvoir. Au lendemain de l'élection, j'ai regardé la journée de son intronisation et je reconnais que je fus touché par la joyeuse effervescence de la foule quand Hollande serrait des mains. Les gens étaient vraiment émus, certains avaient sans doute des larmes qui perlaient, tant l'espoir d'un sort meilleur semblait naître avec ce changement de majorité.

PROJET DE LOI CONTRE L'OBSOLESCEANCE PROGRAMMÉE



La désillusion n'allait pas tarder. Peu de temps après sa visite à la Thatcher allemande, le Président envoyait aux orties sa promesse de modifier le traité européen et il renia par la suite tous ses engagements qui devaient nous améliorer un peu l'existence.

Un an après, il continue de faire allégeance aux puissances financières et au patronat : il s'est presque

fait applaudir publiquement par la présidente du Medef après la signature des accords sur la flexi-sécurité signé honteusement par la CFDT

Il est donc clair que les socialistes au pouvoir ne font que gérer la crise et se contentent de placer des rustines et des béquilles là où il y a urgence et clament à l'envi que toutes les mesures austères et impopulaires permettront d'accoucher d'une société bien meilleure en 2017. Tu parles Charles ! Ça me rappelle Mauroy en 1983 : «*On sème aujourd'hui et on récolte demain !*» On a surtout récolté des clopinettes !

Tout ça fait que la classe ouvrière modeste, les chômeurs, les précaires, les exclus, se jettent dorénavant dans les bras du front national. Marine Le Pen a déclaré le 1er mai qu'elle était «*la lumière de l'espoir pour la France plongée dans les temps obscurs*» (sic).

Je vois avec effroi le fascisme revenir à grands pas. La doxa médiatique est aussi en grande partie responsable de cet état de putréfaction, car pour trouver des solutions à la crise (qui a bon dos) elle ne cesse de ressortir les vieilles recettes qui n'ont jamais rien prouvé : j'en ai marre d'entendre D. Pujadas, C. Chazal, M. Drucker et leurs confrères des chaînes radios et TV reprendre finalement le fameux «*il n'y a pas d'alternative*» de la dame de fer rouillée. Et les économistes et journalistes économiques qui se pavanent à longueur d'année nous servent la même soupe libérale : F. de Closet, É. Cohen, J. Attali, A. Minc, J-P. Fitoussi, J-P Chapel, M.Touati, D. Seux, J.-M. Apathie, J.-M. Sylvestre bref

tous ceux qui passent chez Calvi.ou ailleurs.

Alors quoi faire quand on est persuadé, tellement c'est logique, du bien-fondé de l'économie distributive pour mieux se faire entendre et surtout comprendre ? Les gens qui s'interrogent connaissent bien maintenant et sont assez d'accord avec toute la première partie du remarquable texte de François CHATEL dans la GR d'avril 2013 *De la coopération*. Où ça coince c'est dès qu'on aborde ce qu'on lit dans le dernier paragraphe : il faut une monnaie non fructifiable, autrement dit une monnaie qui soit seulement un pouvoir d'achat et qui ne serve qu'une fois. Personnellement je ne suis jamais arrivé à convaincre quelqu'un, mon ami Azzedine mis à part, de la nécessité de changer la nature de la monnaie. Les gens ont du mal à s'imaginer qu'on ne puisse plus mettre 3 sous de côté pour qu'ils fassent des petits ! Pour que la pensée de Jacques Duboin soit un peu plus entendue, il faudrait bien sûr passer dans les médias et ce n'est pas de la tarte. En dehors des moyens habituels, **il serait nécessaire que les abonnés de la GR envoient souvent des messages dans la boîte vocale de LÂ-BAS, SI J'Y SUIS de Daniel Mermet sur France Inter**. C'est la seule émission où un message concernant nos idées pourrait passer. Je donne pour cela le numéro de téléphone de l'émission : **01 56 40 37 37**.

LA CHARITÉ

Début 2013, il y a eu comme chaque année la campagne des Restos du cœur fondés par Coluche. C'est bien rôdé maintenant. Un client arrive au supermarché où un bénévole des Restos l'accueille, avec un grand sourire et lui donne un sac où le citoyen mettra des denrées achetées pour le compte de l'association. Grand sourire également du client. Quelques instants plus tard, même manège à la sortie du magasin. Sourire de satisfaction chez celui qui donne le sac et chez celui qui le reçoit. Et les deux sont bien contents. Je fais le bien, tu fais le bien, nous faisons le bien et chacun rentre chez soi la conscience soulagée et... à la prochaine !

Une fois que le *bénéficiaire* a fini ses denrées, il ne lui reste plus qu'à croupir en attendant la prochaine campagne. Et ça fait 27 ans que ça dure !

Que dirait Coluche, lui qui devait penser que son action allait mettre les politiciens devant leurs responsabilités ! Ça fait 27 ans que les Enfoirés font leurs numéros de charité et que la plupart des artistes viennent surtout pour leur image ! Et toutes les associations font de même : le Secours Catholique, ATD Quart-Monde, Emmaüs de l'abbé Pierre, le Secours Populaire Français, l'Armée du Salut, etc.

Je n'ai jamais vu une manif géante organisée par ces associations dans la rue, avec leurs *bénéficiaires* afin de sensibiliser un gouvernement à ce problème honteux qui est «*la misère dans l'abondance*».

En 2007, M.-L. Duboin est venue faire une conférence à Vaulx-en-Velin. Bien avant, j'avais envoyé l'information à tous les organismes cités plus haut en leur expliquant

en deux mots de quoi il s'agissait. Eh bien personne n'est venu, ce qui en dit long sur leur intention de vouloir supprimer la misère !

Si la misère disparaît, eux aussi par la même occasion, cette perspective doit bien les chagriner quelque part car il est agréable de se voir flatter, remercier, photographe, filmer, mis en exemple pour le "bien" qu'ils font... C'est pourquoi je pense que nous, les partisans de l'économie distributive et les gens qui pensent un peu comme nous, nous devrions faire preuve dorénavant de plus de fermeté... et de réserve envers ces associations. Nous **montrer franchement désagréables** dans nos propos et nous servir de la citation de Victor Hugo qui orne la couverture de la GR, et d'autres qu'on trouve sur le site <http://www.economiedistributive.fr>

L'INFANTILISATION DU PEUPLE

Dans la GR 965 d'avril 1997, *L'abbaye de Sainte Économie revisitée*, je dénonçais les procédés employés pour abêtir au maximum le peuple. Cela s'est amplifié : avec à côté du rugby professionnel, du foot et de sa cohorte de supporters déchaînés, les jeux de grattage se sont multipliés et le Tour de France draine encore plus de monde malgré ses scandales à répétition.

Depuis quelques années, on peut ajouter les émissions de télé-réalité, le nombre pléthorique des émissions culinaires avec des concours où il faut écrabouiller le concurrent, aller au bout de soi-même et autres tartignoleries du même tonneau, des feuilletons cucu gnan gnan

comme *Plus belle la vie*, et que dire des concours de chant où le gagnant n'aura droit qu'à une gloire somme toute éphémère ? Maintenant il faut ajouter les portables, pardon les smartphones, devenus quasi aussi indispensables que l'air qu'on respire. Déjà qu'on ne se parlait plus guère dans les transports en commun avant leur apparition, maintenant celui qui téléphone ignore complètement son voisin, l'autre, comme si physiquement il n'existait pas. Ça devient terrifiant ! Certains dorment avec leur Smartphone tellement ils ont peur de louper un appel ou un SMS ! À la télé les micros-trottoirs envahissent les JT : obtenir l'avis des *vrais gens* est d'une importance capitale, surtout dans les marronniers : départ en vacances, rentrée scolaire, premiers bains de soleil, embouteillages, fin des vacances. Alors, par la force des choses, les réponses citoyennes sont d'une affligeante banalité. Et comment pourrait-il en être autrement quand le reporter demande par exemple : «*que pensez-vous de ce printemps doux et précoce ?*» Et le vacancier balbutie : «*c'est génial, c'est super, c'est super-génial !*». Et le commentaire se termine d'une voix suave et des propos infantiles.

Je pourrais continuer les exemples où l'apologie de la médiocrité est mise en exergue.

André Gorz a écrit que le passage dans une société post-capitaliste et plus humaine se ferait en passant soit par la civilisation, soit par la barbarie.

Nous sommes bien partis, hélas, pour cette seconde façon.

Serge BAGU

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

France (régime intérieur pour la Poste.)	.23 euros.
soutien : +14euros par an par exemplaire en plus chaque mois)	
DOM25,45 euros.
TOM29 euros.
Extérieur , suivant les zones de la Poste. Au 1/1/2005 :	
Zone 1 (Allemagne, Italie, Bénélux)27,80 euros.
Zone 2 (Espagne, Royaume-Uni, Suisse)27,15 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis)28 euros.
Zone 4 (Autre Europe, Afrique, P-, M-Orient)	27,50 euros.
Zone 5 (Amérique du Sud)29,90 euros.

RÈGLEMENTS :

à l'ordre de **La Grande Relève**
88 Bd Carnot 78110 Le Vésinet France
 par chèque bancaire,
 ou par CCP : N° de compte 1340239M020
 références internationales *depuis octobre 2007* :
 IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
 BIC : PSSTFRPPPAR

JE M'ABONNE À EXEMPLAIRE(S) DE LA GRANDE RELÈVE À PARTIR DU N°
 VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE, SELON LES NORMES IMPOSÉES PAR LA POSTE :

PRÉNOM, NOM IMMEUBLE N° ET VOIE
CODE POSTAL ET COMMUNE	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>

Je commande les ouvrages suivants :


.....

.....

J'envoie pour cela la somme de euros

par chèque

date signature



CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Pour cela, il faut que la monnaie actuelle soit remplacée par une monnaie qui ne circule pas pour qu'on ne puisse pas la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise (comme un ticket de transport), et elle laisse au consommateur la liberté de ses choix.

La masse monétaire est créée et détruite au même rythme que la production, ces deux flux permanents s'équilibrent.

C'est alors aux citoyens de décider, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des trois parts à faire dans la répartition de la masse monétaire :

- pour financer la production,
- pour assurer les services publics (il n'y a donc plus d'impôts à prélever),
- pour verser à chacun un revenu garanti qui leur permette de vivre libre.

Les décisions prises n'ayant ainsi plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prime enfin sur l'intérêt particulier, la démocratie devient réalité.

SUGGESTIONS DE LECTURES

• JACQUES DUBOIN

Extraits choisis dans son œuvre (1 euro).

• ET SI ON CHANGEAIT ?

Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (3,8 euros).



• LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (46,70 13 euros).

• MAIS OÙ VA L'ARGENT ?

l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer.

(édition du Sextant, 240 pages, 14,90 13 euros).



- D'anciens numéros sont disponibles (1 euro)
- Des textes, épuisés sur papier, sont téléchargeables sur notre site internet. Par exemple :

• UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

le texte d'une conférence d'ANDRÉ PRIME.

Tous les prix indiqués sont franco de port.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture

et ne sont pas retournés.

Graphisme : LASSERPE, Anne-Laure WITSCHGER.

Imprimé à Toulouse par Imprimerie 34

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone *seulement les lundi et mardi et de 15 à 18 heures* : 01 30 71 58 04

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Nouveau site internet : <http://www.economiedistributive.fr>



(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)